

# panorama

inforegio

35

Automne 2010



## Pour plus d'inclusion sociale:

Contribution de la politique régionale

## ÉDITORIAL

Dirk Ahner

3

## APERÇU

Vers une plus grande inclusion sociale: une perspective régionale

4-6

## INTERVIEWS

Karima Delli – Fintan Farrell – Paul Bevan

7-9

## ANNÉE EUROPÉENNE 2010

Inclusion sociale et lutte contre la pauvreté

10

## FONDS SOCIAL EUROPÉEN

Briser le cercle de la pauvreté

11

## EXCLUSION ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

Inclusion sociale et politique de cohésion: perspective urbaine

12-13

## INCLUSION ET MINORITÉS ETHNIQUES

L'inclusion sociale des minorités ethniques: le cas des Roms  
Les fonds régionaux aident les immigrés à lancer leur entreprise

14-15

## JASMINE ET PROGRESS

Deux nouveaux outils européens pour répondre à la demande de microcrédits

16

## SOINS DE SANTÉ ET INCLUSION

Pour des soins communautaires

17

## AUX QUATRE COINS DE L'EUROPE

ACCES: investir dans les jeunes, au-delà des frontières  
Maîtrise informatique: une fenêtre sur l'avenir  
RobotDalen: assistants intelligents pour plus d'autonomie  
Inclusion des Roms: une campagne pour le changement  
Aide aux plus défavorisés en Hongrie

18-22

## DANS LES COULISSES

Changements FEDER: moins de paperasserie, plus de facilité d'accès aux capitaux

23

## AU CŒUR DE NOS PROJETS

Projets sans frontières: Competitive Health Services – Longlife

24-25

26-27

## RÉSEAUX

Les régions, actrices du changement économique: pour une croissance durable  
Comité des régions: forum sur l'exclusion

28

## AGENDA – FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX

Photographies (pages):

Couvertures: © CE

Pages: 2, 4, 6, 7, 9, 11, 14-15, 16, 17, 21, 23, 26 © CE

Page 13: © iStockphoto

Page 14: © Open Society Institute

Page 18: © ACCES

Page 19: © Olga Posaškova

Page 20: © Inmotion Intelligence AB

Page 22: © Levente Huszti (AND), István Kopcsik (institution pédagogique multiculturelle)

Page 24: © Longlife – TU Berlin, tek

Page 25: © Pekka Fali

Page 26: © Comité des régions

Ce magazine est imprimé en français, en anglais et en allemand sur papier recyclé.

Il est disponible en 21 langues à l'adresse: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docgener/panora\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/panora_fr.htm)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission européenne.



L'avenir de l'Europe – en tant qu'acteur compétitif sur la scène internationale, en tant que région où il fait bon vivre, travailler et prendre sa retraite et en tant que modèle social imité jusqu'au Brésil – dépend de notre capacité à permettre à chaque citoyen d'être un membre actif, respecté et épanoui de la société. 2010, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, met l'accent sur le besoin de bâtir une Europe plus inclusive, condition essentielle d'une croissance économique durable, d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité et enfin, de cohésion sociale.

Ces objectifs sont soutenus par les actions propres à la politique de cohésion de l'UE, avec l'appui d'instruments financiers tels que le Fonds européen de développement général (FEDER) et le Fonds social européen (FSE). Ces deux instruments clés apportent un soutien à divers programmes ciblés, allant de l'amélioration des infrastructures de transport, ouvrant de nouvelles opportunités aux zones défavorisées, à la promotion de la formation continue. Panorama présente six projets, des quatre coins de l'Europe, illustrant la manière dont le FEDER aide les groupes vulnérables de notre communauté à combattre le risque d'exclusion.

Quel est le rôle de la politique de cohésion en matière de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale? Que fait-on pour redynamiser les quartiers déshérités de nos villes? Les règlements existants sont-ils adaptés à une Europe en pleine mutation? Panorama se penche sur ces questions, donne la parole à trois acteurs clés de l'inclusion sociale et les interroge sur les actions qu'ils considèrent comme prioritaires.

«Europe 2020», la vision stratégique pour l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle, définit la manière dont l'UE peut sortir plus forte de la crise et se muer en une économie intelligente, durable et inclusive, assurant un niveau élevé d'emploi, de productivité et de cohésion sociale.

En permettant des actions de terrain visant à ce que les citoyens en risque d'exclusion ne soient pas laissés de côté, la politique de cohésion joue un rôle déterminant dans la poursuite des objectifs de la stratégie 2020. C'est au cœur des régions que les bénéfices d'une société participative se feront pleinement sentir.

**Dirk Ahner**

*Directeur général,  
direction générale de la politique régionale de la Commission européenne*



# VERS UNE PLUS GRANDE INCLUSION

## SOCIALE: UNE PERSPECTIVE RÉGIONALE

**2010 a été proclamée «Année de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale» par l'UE. Cette édition de Panorama se penche sur la question et examine de plus près comment les actions financées par la politique régionale contribuent à l'objectif européen d'une société inclusive et prospère.**

### Quels objectifs?

Réitérer l'engagement de l'UE à combattre la pauvreté et l'exclusion sociale est l'un des objectifs clés sous-tendant la désignation de cette Année. Au vu des défis auxquels l'Europe est confrontée (changement climatique, profil démographique de l'UE, crise économique, etc.), il est clair qu'une société qui laisse sur le côté les personnes compétentes et volontaires n'est tout simplement pas viable.

2010 sonne l'alerte et entend défier les stéréotypes et donner la parole aux citoyens souffrant d'exclusion et de pauvreté. En embrassant les principes de partenariat et de solidarité qui sont ceux de l'UE, cette Année aborde de front les causes de la pauvreté afin de permettre à chaque citoyen de prendre pleinement et activement part à la société. L'accent est également mis sur l'amélioration de la coordination entre programmes et initiatives existants en la matière.

### La réduction de la pauvreté, la clé de la lutte contre l'exclusion

À l'échelle nationale, le niveau de développement régional a un impact considérable sur la pauvreté. Les dernières évaluations des revenus liés au risque de pauvreté montrent que le Fonds de cohésion est concentré dans les pays et régions où la pauvreté relative est la plus élevée. Le fonds atteint donc sa cible.

La politique de cohésion n'a pas pour objectif premier de réduire la pauvreté ni de réformer les systèmes nationaux d'aide sociale, mais elle a pour cible le financement de projets qui accélèrent le développement, promeuvent l'égalité des chances, améliorent la qualité de vie et créent de l'emploi, autant d'actions qui contribuent à la réduction du taux de risque de pauvreté.

### Comment la politique régionale contribue-t-elle aux objectifs de l'UE?

La politique régionale de l'UE entend gommer les disparités économiques et sociales entre régions afin de promouvoir un développement harmonieux, équilibré et durable de la Communauté européenne. L'article 158 du traité CE stipule en effet que la Communauté «vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, y compris les zones rurales».

Au vu de l'hétérogénéité des régions en termes d'étendue et de situation géographique, de niveau de revenus et d'importance politique, l'objectif est de taille. Les élargissements successifs ont

### QUI EST LE PLUS EXPOSÉ?

Les groupes les plus exposés au risque de pauvreté sont les personnes âgées, les familles nombreuses et monoparentales, les enfants et les adolescents ainsi que les citoyens appartenant à une minorité ethnique, y compris la communauté rom, qui compte 10 à 12 millions d'individus à travers l'Europe. Dans tous ces groupes, les femmes sont plus exposées encore que les hommes.

également provoqué d'importants changements: les disparités interrégionales au niveau de l'Europe des 27 sont deux fois supérieures à celles que connaissait l'Europe des 15 avant 2004.

Les attributions du Fonds de cohésion se basent sur le PIB par tête, de manière à ce qu'un financement plus important soit alloué aux régions dans lesquelles une proportion élevée de la population se trouve en situation de pauvreté absolue.

Dans certains pays possédant un niveau de vie élevé, on peut malgré tout observer des «poches» dans lesquelles les citoyens présentent un risque élevé de pauvreté. Dans les pays moins développés, la pauvreté tend à être moins importante dans la capitale. Dans d'autres, c'est la capitale qui enregistre le taux de pauvreté le plus important, les foyers aisés ayant quitté la région.

La plus grande partie du Fonds de cohésion est attribuée aux pays de la cohésion les moins développés, des pays dans lesquels une proportion bien plus importante de citoyens présente un taux élevé de privation matérielle (une mesure absolue de la pauvreté définie par l'absence d'au moins trois éléments matériels de base sur neuf).

La politique de cohésion vise également les concentrations de pauvreté relative dans les régions de convergence des pays plus développés. Ainsi, une aide plus importante est par exemple octroyée au pays de Galles (Royaume-Uni), à certaines régions de la Wallonie (Belgique), du sud de l'Italie et de l'Espagne afin de les aider à lutter contre la pauvreté.



L'objectif «compétitivité régionale et emploi» aborde la problématique sous un autre angle, prenant en considération un taux de chômage supérieur à la moyenne et un faible niveau d'éducation, deux éléments fortement corrélés à la pauvreté relative et absolue.

## FEDER et FSE: deux instruments complémentaires

Il est essentiel d'investir dans l'infrastructure socio-économique nécessaire pour permettre aux membres de communautés défavorisées de profiter d'opportunités de formation et d'emploi offertes ailleurs. En soutenant des développements qui permettent aux citoyens d'accéder à de telles opportunités, le Fonds européen de développement régional peut jouer ici un rôle essentiel.

Le soutien aux entreprises vise quant à lui principalement les PME et les start-up.

«Nous avons des preuves convaincantes que le Fonds européen de développement régional (FEDER) a favorisé l'investissement dans les entreprises, ainsi que les activités de recherche et développement. À titre d'exemple, à Thuringe (Allemagne de l'Est) les investissements en R&D par employé se sont avérés pratiquement deux fois et demie supérieurs dans les entreprises bénéficiant du fonds. L'effet de levier est on ne peut plus clair», explique Dirk Ahner, directeur général de la politique régionale.

Les investissements du FEDER contribuent à de meilleurs emplois et à un accès plus grand à la formation, en soutenant:

- les services locaux de courtage d'emplois, visant à diriger des citoyens défavorisés vers des opportunités d'emploi;
- le réaménagement et la rénovation de centres locaux de formation, d'apprentissage et d'e-compétences;
- le développement de réseaux de transports fiables, afin d'assurer une liaison entre les zones défavorisées et celles d'opportunités;
- l'investissement dans l'accès aux TIC au sein de ces communautés.

À partir de 2007-2013, 347 milliards d'euros, soit 35,7 % du budget communautaire, seront investis dans les instruments de la politique de cohésion en vue de soutenir les objectifs de croissance régionaux et de stimuler la création d'emplois. De cette manière, la politique de cohésion contribue à sortir les citoyens de la pauvreté.

Le Fonds social européen (FSE) soutient l'intégration durable dans la vie active des personnes défavorisées et handicapées, notamment par le financement d'actions:

- de conseil et de formation adaptées aux besoins spécifiques des personnes défavorisées et handicapées;
- permettant d'ouvrir la voie à l'intégration et à l'insertion des personnes défavorisées et handicapées dans l'économie sociale et favorisant la création d'emploi pour celles-ci;
- encourageant l'entrepreneuriat des personnes défavorisées et handicapées;
- de sensibilisation visant à lutter contre les discriminations, à faire évoluer les mentalités et à promouvoir la diversité sur le lieu de travail.

## FEDER, un instrument flexible

Le FEDER ne se limite pas à l'emploi: en mai 2010, cet instrument a été modifié en vue de réduire la ségrégation de communautés marginalisées vivant dans des logements précaires. Ces amendements visent à renforcer la cohésion économique et sociale. L'éligibilité au financement est maintenant étendue à la rénovation et à la réaffectation de bâtiments appartenant aux autorités publiques ou à des exploitants sans but lucratif, assurant ainsi un hébergement à loyer modéré aux foyers à faibles revenus ou aux personnes ayant des besoins spéciaux. Des interventions limitées dans le remplacement de logements existants, y compris la construction de nouveaux logements, peuvent également être considérées comme des dépenses éligibles.

## Pour quels effets?

Le FEDER et le Fonds de cohésion sont principalement axés sur le développement économique des régions et des États membres. Stimuler l'activité économique, pour générer davantage d'emplois, et des emplois de meilleure qualité, est l'une des manières les plus importantes de combattre l'exclusion sociale.

Les dernières évaluations attestent du succès du Fonds en matière de stimulation de la croissance et de l'emploi. Deux différents modèles macro-économiques sont arrivés à la même conclusion qu'entre 2000 et 2008, le Fonds avait eu un impact considérable sur la croissance économique, en particulier dans les régions de convergence. Les États membres rapportent la création d'environ un million d'emplois pour la période 2000-2006, grâce à l'aide aux entreprises.

« D'après les dernières estimations... le financement en faveur de la cohésion atteint ses objectifs »

Par ailleurs, une proportion importante des ressources du FEDER est attribuée à la cohésion sociale, territoriale et environnementale. Les projets soutenus œuvrent à l'amélioration ou à la création de différents types d'infrastructures sociales ainsi qu'à la réhabilitation et à la rénovation de villages ruraux, de quartiers déshérités, d'anciens sites industriels et de monuments historiques.

Pour la période 2000-2006, les projets de ce type, y compris ceux visant à améliorer l'infrastructure touristique, ont absorbé près d'un tiers du budget FEDER alloué aux régions de l'objectif 1 et 36 % du budget total de l'objectif 2. Pour la période 2007-2013, les attributions sont similaires.

Les évaluations portant sur la période 2000-2006 ont conclu que les projets d'infrastructure environnementale avaient des résultats tangibles. Par exemple, un nombre considérable de foyers de régions défavorisées des quatre coins de l'UE ont été reliés à une source d'eau potable propre ou à un réseau d'évacuation principal (accès amélioré à l'eau potable pour 14 millions de personnes et installations de traitement des eaux usées pour 20 millions de personnes supplémentaires).

Résultat? Des villes et villages de toute l'Europe, y compris des zones postindustrielles délabrées et des quartiers déshérités, sont maintenant devenus des endroits bien plus agréables, que ce soit pour y vivre, y travailler ou pour le tourisme.

Bien qu'il n'existe aucun indicateur ou type de données permettant de quantifier ces effets, les évaluations réalisées aboutissent à la conclusion que ces projets ont indubitablement amélioré le niveau et la qualité de vie des habitants ainsi que l'équilibre territorial, encourageant davantage de citoyens et d'entreprises à s'installer dans ces quartiers.

**DES TECHNOLOGIES DE POINTE AU CŒUR DE LA FRANCE RURALE**

Rurale et isolée, l'Auvergne est néanmoins la première région de France à offrir une connexion internet haut débit à l'ensemble de sa population, et ce grâce à une initiative financée par le FEDER dans le cadre de l'objectif «compétitivité régionale et emploi». Récompensé par un prix RegioStars 2010, ce projet a favorisé la migration de jeunes gens venus s'installer dans la région pour lancer leur entreprise; un développement bienvenu pour l'Auvergne.

Cécile Hesse et Gaël Romier sont deux jeunes photographes établis en Auvergne. À leur arrivée, l'envoi d'une seule image à un client pouvait prendre jusqu'à 20 minutes. Le nouvel accès haut débit rend le transfert instantané. «Cette avancée nous a permis de développer notre entreprise et, surtout, de rester dans notre région», explique Cécile Hesse.

Depuis 2009, une série d'initiatives ont permis de dynamiser la région. Ainsi, par exemple, à l'école primaire de Mazayes, les élèves ont créé eux-mêmes le site de leur établissement scolaire. Pour Etienne Anquetil, le directeur de l'école, cela ne fait aucun doute que les enfants comme les parents sont heureux de voir leur école rattraper enfin la société d'aujourd'hui. L'accès universel et instantané a eu un impact positif sur tous les secteurs, de la santé à l'éducation en passant par l'économie et le tourisme.

Haut débit en Auvergne, 2006-2009

Budget total: 38 500 000 €

FEDER: 26 %



René Souchon (à droite), président du Conseil régional d'Auvergne, reçoit un prix RegioStars des mains du commissaire Hahn

# KARIMA DELLI

Députée européenne



**Karima Delli est membre du groupe des Verts/ALE, membre de la commission du développement régional, vice-présidente de l'intergroupe URBAN et activiste du collectif Jeudi-Noir.**

## Qu'attendez-vous de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale?

L'UE ne va pas résoudre les problèmes de la pauvreté et de l'exclusion sociale en l'espace d'un an. Mais, après l'échec de la stratégie de Lisbonne, cette Année a pour objectif de donner une certaine visibilité à ces 84 millions de citoyens victimes de la crise, en particulier aux travailleurs pauvres, ainsi qu'à ceux qui, jour après jour, aident les personnes exclues et marginalisées à vivre dans la dignité. Ensuite, j'espère que nous serons à même de nous attaquer au problème de la pauvreté, en convainquant la Commission européenne de proposer des directives-cadres relatives au revenu minimum et à la lutte contre les discriminations, en vue de défendre l'accès universel aux services et d'obtenir la reconnaissance du droit au logement de la part de tous les États membres.

## Comment percevez-vous votre rôle dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale?

Selon moi, le rôle des députés européens est de donner la parole à tous les citoyens confrontés à la pauvreté, ainsi qu'aux organisations qui luttent contre celle-ci et qui mettent en œuvre des solutions pratiques, au quotidien. Comme je le répète souvent, nous ne devons pas élaborer de politiques pour les citoyens, mais avec les citoyens. Cette Année européenne devrait nous donner l'opportunité de rassembler les meilleures pratiques en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et de démontrer qu'il y a de l'espoir pour les plus vulnérables. Par ailleurs, en tant qu'écologiste, j'estime qu'il est de notre devoir de sonner l'alarme, à propos des inégalités sociales, mais également de l'injustice environnementale. Suite à l'échec de Copenhague, ce sont les personnes les plus pauvres, les moins bien logées et les plus précaires qui feront les frais du changement climatique.

## En quoi les récents changements apportés aux règles du FEDER, au profit de l'amélioration des conditions de logement des communautés marginalisées et des bâtiments à haut rendement énergétique, vont-ils contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale?

Ces nouvelles mesures sont l'illustration parfaite de ce que je disais à propos du lien entre la lutte contre le changement climatique et l'exclusion sociale. Elles représentent une avancée majeure dans l'amélioration des conditions de vie des groupes défavorisés, en ce sens qu'elles rendent éligibles à un financement FEDER des projets de rénovation et de construction de logements ainsi que des projets visant à combattre la pauvreté énergétique dans tous les États membres. Cette proposition était attendue de longue date par tous ceux qui militent pour le respect des droits et l'intégration des communautés marginalisées, en particulier des Roms.

Mais nous ne pouvons pas nous arrêter en si bon chemin. Nous resterons très vigilants en ce qui concerne l'utilisation des fonds, car ils ne peuvent en aucun cas engendrer une spéculation immobilière qui entraînerait l'exclusion des communautés marginalisées des centres-villes pour cause d'une explosion des loyers et charges locatives.

Nous devons nous assurer que tous les acteurs seront impliqués dans les projets de régénération urbaine, y compris les pouvoirs locaux, les banques d'investissement publiques et les réseaux européens, tels que la Convention des maires, afin que chaque groupe vulnérable reçoive des capitaux suffisants et puisse vivre dignement, de façon durable.

« Une avancée majeure dans l'amélioration des conditions de vie des groupes défavorisés »



L'exclusion ne touche pas que les villes



# FINTAN FARRELL

Directeur d'EAPN (Réseau européen antipauvreté)



**Nommé directeur d'EAPN en 2002, Fintan Farrell en a assuré la présidence de 1996 à 2000. Il a également été président de la plateforme sociale ainsi que du Groupe de contact de la société civile.**

## *Qu'attendez-vous de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale?*

Nous espérons que cette Année permettra d'engager les citoyens dans une réflexion sur le type de société que nous souhaitons bâtir et qu'elle fera passer le message que des sociétés plus égalitaires sont profitables à tous. Cette Année survient en temps de crise. On a le sentiment que ce sont les pauvres qui devront en supporter les coûts.

La pauvreté et l'exclusion sociale doivent impérativement être identifiées comme des défis de taille auxquels devra répondre la stratégie Europe 2020. Nous devons également nous attaquer aux causes de la pauvreté et faire comprendre que la réduction des inégalités de richesse au moyen de mécanismes efficaces de redistribution est une condition préalable à l'édification d'une Europe meilleure et plus juste.

Cette Année doit laisser aux niveaux locaux et nationaux l'héritage d'un engagement plus cohérent et d'un soutien accru des pouvoirs publics envers le travail des ONG en matière de lutte contre la pauvreté.

## *Comment percevez-vous votre rôle dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale?*

L'EAPN a pour mission de défendre les intérêts de personnes en situation de pauvreté en influençant les politiques et programmes européens pertinents. Le réseau contrôlera la manière dont la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 et la «plateforme contre la pauvreté» répondront aux problématiques de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Il évaluera également la contribution de la politique de l'emploi à la création d'un marché du travail inclusif ainsi que la manière dont les Fonds structurels sont utilisés en réponse aux objectifs du programme d'intégration. À ces fins, nous donnons aux ONG l'opportunité de partager leur expérience relative à la manière dont ces politiques et programmes sont traduits sur le terrain et de proposer de nouveaux domaines d'action pour l'UE. La participation directe des citoyens en situation de pauvreté est également essentielle au travail de l'EAPN.

## *Comment la politique de cohésion peut-elle contribuer à l'objectif «Europe 2020» de sortir 20 millions de citoyens de la pauvreté d'ici 2020?*

La politique de cohésion doit être utilisée comme un outil transversal afin d'assurer la cohésion sociale. Pour répondre véritablement aux besoins des groupes les plus vulnérables, le FEDER et le FSE doivent être utilisés de manière plus innovante et complémentaire et être accessibles aux ONG sociales. Par ailleurs, l'EAPN souhaiterait voir évoluer le modèle actuel d'emploi et de croissance vers un modèle qui profite aux citoyens vulnérables grâce à une inclusion active, à l'innovation sociale et à la mise à disposition pour les personnes les plus éloignées du marché du travail de nouveaux services sociaux, ainsi que de technologies et d'emplois verts.

Si la stratégie «Europe 2020» met particulièrement l'accent sur les Fonds structurels, tous les instruments financiers de l'UE doivent être mobilisés en vue de contribuer à la réalisation de l'objectif de réduction de pauvreté fixé dans la stratégie. Un instrument financier spécifique de l'UE devrait porter sur trois objectifs clés: l'accès aux droits, en particulier un accès à des services d'intérêt général de qualité; l'inclusion sociale, avec un accent tout particulier sur le développement d'une stratégie intégrée d'inclusion active; et la participation d'acteurs clés.

### POUR EN SAVOIR PLUS:

<http://www.eapn.eu/index.php?lang=fr>

« La politique de cohésion doit être utilisée comme un outil transversal afin d'assurer la cohésion sociale »



L'initiative «Three Towns»: régénération de quartiers du Yorkshire et d'Humberside (UK)



# PAUL BEVAN

Secrétaire général d'EUROCITIES



**EUROCITIES est le réseau des grandes villes d'Europe. Fondée en 1986, l'association compte aujourd'hui 140 membres qui, ensemble, totalisent 25 % de la population de l'UE. Après avoir occupé plusieurs postes de haut niveau au sein des gouvernements local et régional du Royaume-Uni, Paul Bevan a été nommé secrétaire général du réseau en novembre 2008.**

## *Qu'attendez-vous de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale?*

Cette Année européenne doit faire prendre conscience que la lutte contre la pauvreté n'est pas une simple question d'altruisme. Les citoyens européens sont notre plus grand atout économique, notre capital humain. La stratégie Europe 2020 reconnaît que nous ne pourrions être compétitifs dans l'économie mondiale si nous n'exploitons pas pleinement ce potentiel. Investir dans les compétences, des emplois de qualité et l'inclusion sociale nous assure un retour économique et influe directement sur la qualité de vie des citoyens.

## *Comment percevez-vous votre rôle dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale?*

La pauvreté et l'exclusion sont des phénomènes principalement urbains. Même les villes les plus prospères d'Europe sont confrontées à la pauvreté, laquelle est en général concentrée dans des quartiers précis. C'est pourquoi EUROCITIES a axé sa campagne 2010 sur la sensibilisation à la dimension urbaine de la pauvreté.

Les autorités locales sont bien placées pour répondre à ces problèmes, par l'adoption d'une approche multidimensionnelle. L'éducation et la formation, l'assistance en matière de recherche d'emploi, les conseils aux entreprises, l'amélioration du logement, des soins de santé, de l'assistance sociale et familiale, des transports publics et de l'environnement ainsi que la participation civique sont autant d'aspects qui doivent être organisés de manière intégrée si l'on veut réaliser de réels progrès, durables, dans ces quartiers défavorisés. Telle est la conclusion qui ressort des différents événements «Villes contre la pauvreté et l'exclusion» (Cities Against Poverty and Exclusion) organisés par EUROCITIES à travers l'Europe.

Dans la pratique, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sont probablement les défis les plus difficiles pour les autorités locales. Motiver les citoyens, les ONG et les entreprises, coordonner différentes agences et trouver de nouvelles méthodes de travail exigent un leadership politique fort ainsi que d'importantes ressources. EUROCITIES encourage l'échange de bonnes pratiques entre villes du réseau et plaide en faveur de l'attribution de davantage de compétences aux autorités locales afin qu'elles puissent s'attaquer pleinement à ces problèmes complexes.

## *Comment la politique de cohésion sociale peut-elle aider les villes à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale?*

La politique de cohésion de l'UE a fortement aidé les villes à aborder ces défis sous des angles nouveaux. Les autorités locales ont démontré que cette approche intégrée était essentielle à l'obtention de résultats durables. La crise économique se poursuivant, nos villes sont confrontées à des difficultés plus importantes que jamais.

Trois quarts des Européens vivent dans des villes. C'est également dans les villes qu'est généré 85 % du PIB de l'UE. La perspective d'une reprise européenne durable sans villes prospères est dès lors inconcevable. Que nous vivions dans un centre urbain ou pas, il est de notre intérêt à tous que les villes européennes continuent à attirer les investisseurs, à être source d'innovations et à produire de la richesse. En soutenant une renaissance urbaine et la cohésion sociale aux quatre coins de l'UE, la politique de cohésion peut jouer un rôle déterminant dans l'atteinte des objectifs d'Europe 2020.

### **POUR EN SAVOIR PLUS:**

<http://www.eurocities.eu/main.php>

Des fonds régionaux contribuent au financement d'une formation interactive en ingénierie automobile à Malte



« Investir dans les compétences, des emplois de qualité et l'inclusion sociale nous assure un retour économique »

# INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

**Avec pour toile de fond la pire crise que l'UE ait connue, l'Année européenne 2010 se profile comme une réelle opportunité de lancer une dynamique, de développer de nouveaux partenariats et d'agir. L'existence de la pauvreté dans l'une des régions les plus riches du monde est indéniable et préoccupante. En dépit de l'augmentation générale du niveau de vie au cours des dernières décennies, près de 84 millions d'Européens (soit 17 % de la population de l'UE) vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.**

## Approche pluridisciplinaire

Faire face à cette problématique implique l'adoption d'une approche globale, prenant en compte des facteurs structurels et spécifiques; ayant recours à un éventail d'outils et mobilisant les acteurs régionaux et nationaux. C'est une approche pluridisciplinaire de ce type qui est au cœur de l'action européenne. Au fil des ans, des politiques et programmes contre les discriminations et en faveur de la création d'emplois, de l'amélioration des conditions de travail, de l'éducation et de la cohésion sociale et territoriale ont façonné l'«Europe sociale».

L'UE n'est pas restée les bras croisés, attendant 2010 pour s'attaquer au problème de la pauvreté. En 2000, les États membres ont initié une stratégie innovante et commune d'inclusion sociale, qui a permis la définition de plans nationaux et d'objectifs communs et a favorisé l'échange de bonnes pratiques dans des domaines fondamentaux tels que la pauvreté infantile, le revenu minimum et le sans-abrisme.

## Nouvelle impulsion

Des efforts supplémentaires restent toutefois de mise. C'est pourquoi l'Année européenne 2010 entend exploiter les outils en place et créer une dynamique d'action dans toute l'Europe. Quatre objectifs interdisciplinaires sous-tendent la campagne:

- sensibiliser le public par la promotion d'une meilleure compréhension de la réalité de la pauvreté au sein de l'UE, une dénonciation des stéréotypes et une mise en avant des actions permettant de lutter contre la pauvreté;
- faire passer le message que le combat contre la pauvreté revêt un intérêt commun et relève de la responsabilité de tous et solliciter l'engagement d'acteurs publics et privés;
- inciter les citoyens à agir et engendrer une nouvelle dynamique, ascendante, du niveau local au niveau européen;
- soutenir la participation active de citoyens en situation de pauvreté et favoriser la reconnaissance de leur droit de vivre dans la dignité.

Au total, 29 pays participent à l'action et ont élaboré des programmes nationaux en collaboration avec divers acteurs (ONG, partenaires sociaux, fondations, autorités locales et régionales).

Plus de 1 000 initiatives devraient être déployées au travers de l'Europe, allant de conférences, chaînes de solidarité et débats dans les écoles à des programmes de formation pour les médias, jeux interactifs et tests relatifs aux nouvelles politiques.

La Commission européenne assure la coordination d'une campagne européenne, déclinée sur différents supports d'information (site web, publications, vidéos...) et en différentes activités: une initiative artistique (réunissant étudiants en art, ONG et personnes en situation de pauvreté en Europe), un concours de journalisme à destination de la presse audiovisuelle et écrite, et une «semaine thématique» mi-octobre, accueillant séminaires et forums. La conférence de clôture sera organisée par la présidence belge en décembre.

Une série d'autres activités seront également organisées en parallèle par les ONG et autres acteurs ayant activement participé à la campagne, ainsi que par d'autres institutions et organes européens: l'Année européenne 2010 est un projet commun, dans lequel toutes les parties intéressées ont un rôle à jouer.

Néanmoins, son succès se mesurera également à son impact sur l'agenda politique des États membres et européen. Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, le Conseil de l'UE a approuvé, en juin dernier, l'objectif de sortir 20 millions de citoyens du risque de pauvreté et d'exclusion. Cette avancée importante devra donc être assortie d'actions durables et à long termes, et ce à tous les niveaux.

### POUR EN SAVOIR PLUS:

[www.2010againstopoverty.eu](http://www.2010againstopoverty.eu)



# BRISER LE CERCLE DE LA PAUVRETÉ

**Le Fonds social européen a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle et d'aider les citoyens à sortir de la pauvreté. Dans le cadre de sa stratégie économique sur 10 ans, l'UE mettra l'accent sur l'allègement de la pauvreté et sur l'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens.**

Si les gouvernements nationaux collaborent à la mise en place de mesures spécifiques, telles que des régimes de revenu minimum, la pauvreté et l'exclusion sociale sont des problèmes transeuropéens. Lutter contre ceux-ci fait partie intégrante de l'engagement de l'UE de construire une société prospère et inclusive, dans laquelle chacun a le droit de vivre en toute dignité et de jouer un rôle actif.

## Élargissement des perspectives

Dans sa stratégie économique sur 10 ans, Europe 2020, l'allègement de la pauvreté figure en haut de la liste des priorités de l'UE. Dans cette lutte, le Fonds social européen (FSE) constitue un outil précieux qui vise à influencer de manière positive et durable sur les opportunités d'épanouissement des individus.

C'est précisément cet instrument qui a permis de tendre une main secourable aux 3 500 Roms sans emploi résidant à Trebišov (Slovaquie): un projet soutenu par le FSE emploie des travailleurs Roms pour la rénovation d'une école locale qui accueillera plus de 600 étudiants roms. Il s'agit là d'un exemple parmi de nombreux autres illustrant la manière dont le FSE aide les citoyens des États membres à retrouver leur indépendance et leur dignité.

## Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Durant cette Année de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, des actions sont menées afin de sensibiliser à cette réalité qui, non seulement, est néfaste pour l'économie mais, en outre, ruine l'existence des citoyens. Le FSE soutient les États membres dans leurs efforts visant à enrayer la situation. L'action s'impose à tous les niveaux et le FSE continuera à jouer son rôle fondamental.

Les Roms ne sont pas les seuls à être en marge de la société: au sein de l'UE, 84 millions d'individus présentent un risque d'exclusion sociale. En fait, un Européen sur six vit en dessous du seuil de pauvreté. Pas moins de sept millions de citoyens européens subsistent avec moins de 5 € par jour. Pour renverser la situation, quelque 76 milliards d'euros (dont un sixième alloué à des initiatives d'inclusion sociale) sont investis dans des projets ayant pour objectif de:

- aider les chômeurs à s'insérer sur le marché du travail en leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires;
- combattre les discriminations et de permettre aux groupes vulnérables de pénétrer le marché du travail et de prendre une part active dans la société;
- favoriser la formation et l'éducation des citoyens défavorisés afin que ceux-ci acquièrent des compétences et des qualifications;
- encourager les travailleurs et les entreprises à s'adapter à l'évolution économique;
- favoriser les partenariats en vue d'améliorer l'environnement de travail et la qualité de l'emploi.

### POUR EN SAVOIR PLUS:

[http://ec.europa.eu/employment\\_social/esf/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/employment_social/esf/index_fr.htm)

« Pas moins de sept millions de citoyens européens subsistent avec moins de 5 € par jour » »

L'UE célèbre la Journée internationale des Roms le 8 avril 2010





# INCLUSION SOCIALE ET POLITIQUE DE COHÉSION: PERSPECTIVE URBAINE

**La politique régionale s'attaque de front à la problématique des zones urbaines en crise. Le deuxième volet de l'initiative communautaire «URBAN II» cible des sites en proie à une série de difficultés économiques et sociales, dont un taux de chômage élevé (17 % de moyenne) et un environnement urbain peu accueillant.**

URBAN II a soutenu 70 programmes à travers l'Europe des 15, touchant 2,2 millions de citoyens. La politique de cohésion a contribué à l'initiative à concurrence de 754 millions d'euros. Avec la quote-part régionale et nationale des pays concernés, l'investissement total s'élève à quelque 1,6 milliard d'euros.

## RÉALISATIONS

- Formation de 108 000 personnes, la moitié desquelles étaient issues de groupes vulnérables et ont été aidées à vaincre leur analphabétisme et à poursuivre leur éducation ou à pénétrer le marché du travail pour la première fois.
- Dans environ la moitié des programmes (8 études de cas sur 15), la fourniture de services sociaux et de ressources supplémentaires ou nouveaux ont eu un impact très marqué. URBAN II s'est avéré essentiel à l'amélioration des services sociaux (p. ex. construction ou rénovation de centres sociaux offrant des informations, conseils et d'autres types de soutien aux résidents).
- 247 projets de sécurité visant à réduire la criminalité au niveau local (préposés à la sécurité des rues, CCTV, aménagements et éclairage, etc.) développés en collaboration avec des associations et groupes de surveillance locaux.
- 593 initiatives de renforcement des capacités des communautés. L'une de celles-ci (à Burnley, UK), a permis à 134 citoyens de s'impliquer dans la gestion de leur communauté.

## Développement et partenariat local

L'une des conclusions essentielles de l'évaluation ex post d'URBAN II est que la réussite des initiatives ne dépendait pas du thème abordé ou de l'instrument utilisé, mais bien du leadership local et de l'appropriation du projet par la communauté. Les projets couronnés de succès intégraient les perceptions locales des besoins, l'engagement des acteurs locaux et la participation des citoyens. Les projets qui se sont soldés par un échec étaient pour la plupart imposés d'autorité et présentaient une faible implication et participation citoyennes.

Plus de 80 % des partenariats locaux se sont avérés inclusifs, impliquant un éventail d'acteurs tels que des associations locales, le secteur privé, des agences pour l'emploi, des organismes de formation, des agences de développement, les forces de l'ordre

et des professionnels de la santé. Le secteur associatif a assuré la direction d'environ 10 % des projets et a été impliqué dans la mise en œuvre de bien d'autres. Cette participation a par ailleurs renforcé les capacités des partenaires locaux, lesquelles pourront être mises à profit pour d'autres projets sur le long terme.

L'UE a joué un rôle actif dans le renforcement des capacités, notamment via le réseau URBACT, fédérateur d'échanges de bonnes pratiques.

## POUR EN SAVOIR PLUS:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docgener/evaluation/expost\\_reaction\\_en.htm](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/evaluation/expost_reaction_en.htm)

## URBAN II: défis et solutions

Les programmes portaient tous sur des régions connaissant d'importantes difficultés économiques, sociales et physiques. Si chaque région présentait un contexte et des défis propres, de nombreux programmes ont traité des symptômes de la désindustrialisation (friches industrielles, taux de chômage élevés, faible croissance et problèmes sociaux liés).

Les programmes ont abordé ces problèmes d'une manière intégrée et holistique. On peut néanmoins les regrouper en deux grands groupes:

- «régénération sociale et économique»: 40 programmes principalement axés sur l'un de ces thèmes ou sur les deux (pour la plupart), avec un investissement moindre dans l'infrastructure physique;
- «régénération physique»: 30 programmes principalement centrés sur cette thématique et présentant un investissement moindre dans les projets de régénération économique et sociale.

**Régénération physique:** URBAN II a contribué à remédier au déclin urbain et a permis la création de réseaux de transport et l'acquisition d'équipement; le développement de nouvelles infrastructures collectives (musées, bibliothèques et crèches) ainsi que l'amélioration des espaces publics. La plupart de ces transformations ont eu un impact positif sur l'attractivité de la région.

**Régénération économique:** projets de stimulation de l'entrepreneuriat et de soutien à la création et à la croissance d'entreprises et projets de développement (à petite échelle) de sites industriels. Soutenir l'insertion professionnelle figurait également parmi les mesures clés d'URBAN II.

**Régénération sociale:** projets ayant contribué à la baisse de la criminalité, à l'amélioration des systèmes d'éducation et des compétences des citoyens et projets de soutien aux groupes défavorisés (en particulier aux jeunes).

L'exclusion sociale s'est avérée un problème central affectant la vie et les opportunités de plusieurs groupes démographiques clés dans la plupart des régions bénéficiant du programme URBAN II. Les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les minorités ethniques, les demandeurs d'asile et les réfugiés ont tous été désavantagés ou exposés à une forme d'exclusion sociale.

## Un outil pour lutter contre l'exclusion

L'évaluation ex post a fait ressortir que la plupart des programmes URBAN soutenaient des projets visant à réduire le chômage et à favoriser les perspectives d'emploi. La plupart des zones cibles connaissant un taux de chômage élevé, d'importants investissements ont été engagés dans des projets de formation, d'éducation et de développement de la main-d'œuvre et des compétences.

Près de la moitié des programmes ont apporté leur soutien à des projets de lutte contre la criminalité, parmi lesquels un nombre relativement élevé de projets et d'interventions antidrogue, mettant particulièrement l'accent sur les comportements asociaux.

Environ un tiers des programmes ont appuyé des projets de renforcement des capacités et du secteur associatif. Des initiatives ont aidé ces organisations à se développer et à devenir plus solides et plus durables, afin de pouvoir offrir une assistance efficace aux communautés locales.

De nombreux projets avaient pour cible des groupes spécifiques des communautés défavorisées, parmi lesquels les femmes, les minorités ethniques et (dans une moindre mesure) les jeunes. Ces projets ont donc donné la priorité aux groupes les plus difficiles à atteindre au sein de ces communautés.

### LE CAS DE DORTMUND

Problématiques principales: chômage (en particulier chez les jeunes et les immigrés), pauvreté et risque d'exclusion, faibles niveaux d'études, économie en déséquilibre, conditions de vie médiocres et image extérieure peu flatteuse. La zone ciblée connaissait un taux élevé de renouvellement de la population, les citoyens plus prospères quittant les lieux pour être remplacés par des groupes défavorisés.

La plupart des ressources ont été concentrées sur l'entrepreneuriat et l'emploi (42 %) ainsi que sur des mesures environnementales et d'amélioration de l'infrastructure (33 %). Enfin, 15 % des ressources ont été allouées à l'inclusion sociale. Les priorités incluaient la création et la préservation d'emplois; l'amélioration du tissu urbain et du logement; le développement de structures résidentielles dans les commerces; ainsi que la promotion de la culture et de la cohésion sociale.

Le programme présentait une logique cohérente et des liens étroits entre les problèmes soulevés dans l'analyse de base et les stratégies développées. Une consultation intensive des partenaires locaux et des résidents a permis d'identifier les forces et faiblesses de la zone cible et de s'assurer que le programme réponde aux conditions et besoins locaux.



## L'INCLUSION SOCIALE DES MINORITÉS ETHNIQUES



## LE CAS DES ROMS

**La politique de cohésion joue un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie et dans l'intégration des minorités, que ce soit sous la forme de politiques d'inclusion et de lutte contre les discriminations ou de financements ciblés. Particulièrement vulnérable, la communauté rom bénéficie d'une attention spécifique: dernièrement, des mesures ont été prises afin de faciliter son accès à l'hébergement, à l'éducation et au capital de démarrage. Une campagne d'information a également été initiée.**

Partout en Europe, les Roms sont victimes de marginalisation, d'exclusion sociale et de racisme. Des études indiquent qu'ils sont confrontés à des problèmes s'étendant du non-respect de leurs droits fondamentaux, tels que l'accès aux services de base et à l'emploi, à une forte incidence de la violence suscitée par les préjugés raciaux.

## Quels enjeux?

Au cours de l'année, la Commission a adopté la communication «L'intégration sociale et économique des Roms en Europe», qui donne le ton pour les actions futures. Faisant état de l'urgence de la situation, la communication appelle à «la pleine intégration sociale et économique» de ce groupe.

Ce document témoigne d'une volonté d'intégration des Roms et souligne que si des progrès ont été réalisés au cours des deux dernières années, accordant à la problématique des Roms une place plus centrale dans le processus d'élaboration politique, les instruments existants doivent fonctionner plus efficacement et de manière plus intégrée en vue d'atteindre l'objectif visé.

La communication propose des mesures concrètes en faveur de l'intégration des Roms. Parmi celles-ci, une utilisation ciblée des Fonds structurels et la prise en compte de la problématique des Roms dans la politique de cohésion.

## POUR EN SAVOIR PLUS:

Communication relative aux Roms:  
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52010DC0133:FR:HTML>

## Les Roms et le logement: élargissement du champ d'application du Fonds

L'amélioration des conditions de logement est un axe fondamental de l'action en faveur des Roms. L'Agence des droits fondamentaux de l'UE révèle que nombre d'entre eux vivent dans des baraques surpeuplés ou des caravanes – dans des zones de ségrégation où l'accès à l'eau salubre, à l'électricité et aux dispositifs d'élimination des déchets est limité – et sont confrontés à des problèmes sanitaires ainsi qu'à une menace permanente d'expulsion forcée.

La nouvelle réglementation vise à inverser la tendance en corrigeant les disparités entre les opportunités actuelles de financement FEDER et les conditions de vie des communautés roms. Elle étend, pour tous les États membres, l'utilisation du FEDER pour le logement des Roms. Par ailleurs, les zones rurales seront dorénavant éligibles à un financement. Le Fonds pourra être alloué à la construction de nouvelles habitations comme à la rénovation de logements existants.

## Projet pilote d'intégration des Roms: une approche globale de l'intégration

Bien que le logement soit un aspect important de l'intégration des Roms, pour que celle-ci soit effective, des progrès s'imposent également à d'autres niveaux. La DG Politique régionale a initié un projet pilote intégrant de multiples aspects:

- promotion de l'éducation et des soins pour les jeunes enfants via Good Start (Bon départ), un projet d'amélioration de l'accès à l'éducation et aux soins de santé pour les enfants roms jusqu'à 6 ans;
- accroissement du nombre d'indépendants grâce à l'octroi – en particulier aux femmes – de microcrédits en support de projets de création d'entreprise;
- sensibilisation du public à la problématique rom via le déploiement, en Italie, Roumanie, Albanie et Bulgarie, de campagnes contre le racisme impliquant des célébrités et ciblant, entre autres, des événements sportifs.

Comptant 10 à 12 millions d'individus dans l'UE, la communauté rom représente la minorité ethnique la plus importante d'Europe.

## SUBSIDES EUROPÉENS:

Éducation et soins pour les jeunes enfants (Fonds d'éducation pour les Roms): 1,9 million d'euros

Création d'activité et microcrédit (Fondation Polgar): 1,4 million d'euros

Information et sensibilisation (Fondation Spolu International): 0,9 million d'euros

## POUR EN SAVOIR PLUS:

L'Union européenne et les Roms:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=518&langId=fr>  
 Emploi et exclusion sociale:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/themes/employment/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/regional_policy/themes/employment/index_fr.htm)





## LES FONDS RÉGIONAUX AIDENT LES IMMIGRÉS À LANÇER LEUR ENTREPRISE

**Biscuits arabes, massages thaïlandais, sushi... différents projets partageant un thème commun: l'entrepreneuriat féminin. Récompensée par un prix RegioStars, une institution de microfinance du sud-est de la Suède aide des femmes d'origine étrangère à démarrer leur entreprise, contribuant ainsi aux objectifs «compétitivité régionale et emploi» de l'UE.**

«Vous êtes dynamique. Vous avez des idées. Vous voulez diriger votre propre entreprise.» C'est en ces termes que le site web incite les femmes exclues des systèmes financiers à lancer leur propre entreprise. Pour la plupart sans emploi, ces femmes peuvent bénéficier d'un soutien financier allant jusqu'à 26 000 € ainsi que d'un accompagnement sur mesure à toutes les étapes du démarrage de leur projet professionnel.

### Moteurs de croissance

Transformer ces femmes, qui dépendaient jusqu'alors de la sécurité sociale, en véritables moteurs de la croissance régionale est l'une des grandes réussites de l'institution, qui a ouvert ses portes le 11 septembre 2009. Sur les 80 femmes ayant décidé de relever le défi, 15 ont maintenant démarré leur mini-entreprise et 20 emplois ont été créés.

Des conseillers professionnels expérimentés accompagnent ces femmes, dont les chances de réussir sur le marché de l'emploi sont minces. Ils établissent des relations professionnelles avec celles-ci, les motivent et instaurent un sentiment de confiance en leurs capacités. Les idées sont développées et converties en plans d'entreprise viables. Afin d'assurer la stabilité, voire l'expansion, de l'activité et non sa simple survie, l'accompagnement s'étend au-delà du lancement.

Cet investissement est rendu possible grâce au soutien des banques Sormlands Savings Bank, JAK Members Bank et Ekobanken. Il couvre quatre comtés, Sodermanland, Ostergötland, Vstra Gotaland et Stockholm, pour une période de 3 ans.

Une institution de microfinancement (IMF) suédoise a reçu 340 000 € du FEDER pour une période de trois ans.

### QUAND LES PORTES S'OUVRENT

Pour les femmes qui ne disposent pas d'un réseau de contacts, d'antécédents de crédit ou d'une expérience de dirigeante d'entreprise, l'octroi d'un petit prêt peut être l'étincelle qui fera décoller un projet. Tel fut le cas pour Kholoud Yamani. Originnaire de Jordanie, M<sup>me</sup> Yamani est arrivée en Suède en 2003. Malgré son diplôme en physique et ses 14 années d'expérience au sein des Nations unies, elle se trouvait dans l'incapacité de surmonter les obstacles lui permettant de monter sa propre affaire en Suède.

En Suède, les personnes qui ne maîtrisent pas le suédois et qui dépendent de l'aide sociale n'ont pas accès aux marchés financiers. Ne sachant pas vraiment par où commencer, M<sup>me</sup> Yamani se démenait tant bien que mal jusqu'à ce que le conseil du comté lui recommande de contacter l'IMF.

C'est alors que tout a changé, dès la première discussion. Des portes se sont ouvertes. La banque JAK Members Bank a consenti un prêt de 10 000 €. Avec cet argent, M<sup>me</sup> Yamani a pu acheter le matériel nécessaire à son démarrage et a commencé sa prospection. Elle vend à présent des biscuits aux dattes séchées, inspirés de recettes jordaniennes. Le jour où on lui a demandé de doubler sa production et de vendre ses biscuits dans l'un des plus grands supermarchés de Suède a été son plus grand succès. Sa production est alors passée de 200 à 700 biscuits par jour.

Grâce à un plan de suivi sur trois ans, elle bénéficie toujours du soutien de l'IMF pour toutes les questions juridiques et financières. M<sup>me</sup> Yamani a également pu étendre ses activités et, à présent, son entreprise propose également des services de nettoyage.

L'IMF a également permis à Thitapha Ekberg, thaïlandaise, d'ouvrir un petit salon de massages et à Wannamon Lofgren d'ouvrir le premier restaurant de sushis de Katrineholm.

### POUR EN SAVOIR PLUS:

Plus d'informations sur ce projet et des témoignages sont disponibles à l'adresse: <http://www.mikrofinansiering.se/>



# DEUX NOUVEAUX OUTILS EUROPÉENS POUR RÉPONDRE À LA DEMANDE DE MICROCRÉDITS

**Plusieurs institutions de l'UE ont conjugué leurs efforts afin de pallier les lacunes relatives à l'octroi de microcrédits aux entrepreneurs n'ayant pas accès aux services bancaires traditionnels.**

**Parmi les citoyens qui souhaitent créer ou agrandir une entreprise, nombreux sont ceux qui ne peuvent apporter de garanties suffisantes pour bénéficier d'un prêt bancaire traditionnel. En conséquence, on estime qu'à court terme, 700 000 nouvelles demandes de financement sous la forme de microcrédits – prêts jusqu'à 25 000 € – seront introduites, pour un montant de 6,3 milliards d'euros.**

## C'est là qu'intervient JASMINE...

La réponse de la DG Politique régionale? JASMINE (Joint Action to Support Microfinance Institutions), un nouvel instrument développé conjointement avec la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Parlement européen dans le but de fournir à des institutions de microfinance (IMF) des financements et une assistance technique. Accroître le nombre de ces institutions et développer leurs capacités et leur confiance permettra à davantage d'entrepreneurs d'avoir accès aux capitaux et de convertir leurs idées en entreprises viables.

Dans le cadre de JASMINE, un premier investissement a été conclu en septembre 2009. Le fonds CoopEst, basé en Belgique et fournissant des capitaux à des IMF d'Europe centrale et orientale, a reçu des engagements pour environ 1,8 million d'euros.

«Plutôt que de favoriser une concurrence inutile entre les nombreuses institutions de microcrédit, nous essayons de créer des synergies et de combler les lacunes là où les banques ne peuvent intervenir en raison des coûts élevés qu'implique l'accompagnement de micro-entrepreneurs», explique Philippe Delvaux, coordinateur JASMINE à la DG Politique régionale. Et de souligner «Le secteur bancaire suit notre initiative [...] avec grand intérêt».

Complément à JEREMIE (Joint European Resources for Micro to medium Enterprises), l'instrument d'octroi de microcrédits, cette nouvelle initiative comporte une phase pilote impliquant un nombre limité d'IMF. Dans un premier temps, l'équipe JASMINE établie au sein du Fonds européen d'investissement a sélectionné 15 institutions souhaitant améliorer ou développer leurs services. Suite à un second appel, qui sera lancé par le FEI au dernier trimestre 2010, près d'une trentaine d'institutions bénéficieront d'une assistance technique courant 2011.

Les IMF sélectionnés reçoivent une formation ciblée faisant suite à une évaluation réalisée par une agence de notation spécialisée et axée sur quatre domaines: la gouvernance, la gestion financière, la qualité des systèmes d'information et la gestion des risques. Elles bénéficient également de services d'assistance professionnelle, notamment en termes de bases de données, de conseils en matière de bonnes pratiques et d'accès à une messagerie pour les questions relatives à JASMINE et aux microcrédits. Un code de conduite volontaire destiné aux IMF est en cours d'élaboration. «Bien que ce code soit non contraignant, nous souhaitons qu'il devienne un véritable guide de référence pour les IMF», déclare M. Delvaux.

Des fonds issus de diverses sources, totalisant 55 millions d'euros, ont été affectés à la phase pilote.

## ...et PROGRESS

PROGRESS est un instrument européen de microfinancement mis en place par la DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances, qui vient compléter le programme JASMINE en augmentant l'offre de microcrédits pour les catégories vulnérables, les personnes exposées à un risque de perdre leur emploi et les personnes sans emploi souhaitant créer ou développer leur propre entreprise.

Un premier budget sera mis à disposition d'intermédiaires financiers en vue de leur permettre d'étendre leurs prêts, mais d'autres produits financiers suivront. À la différence de JASMINE, PROGRESS est ouvert aux institutions bancaires et non bancaires.

Doté d'un budget de 100 millions d'euros pour la période 2010-2013, PROGRESS devrait avoir un important effet de levier. Cet instrument de microfinancement devrait être opérationnel d'ici fin 2010.

### POUR EN SAVOIR PLUS:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=836>

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/funds/2007/jjj/micro\\_en.htm](http://ec.europa.eu/regional_policy/funds/2007/jjj/micro_en.htm)



## POUR DES SOINS COMMUNAUTAIRES



En Espagne, des fonds régionaux permettent la formation d'aïdants pour assister les personnes âgées

**En Europe, plus d'un million d'enfants et d'adultes vivent dans des institutions résidentielles, un nombre qui risque d'augmenter avec le vieillissement de la population. Pour de nombreux experts, les séjours prolongés en institution sont néfastes pour les individus. D'où la volonté d'une «désinstitutionnalisation» et d'un accroissement des soins communautaires, conformément aux recommandations de la Commission européenne, que soutiendront prochainement les Fonds structurels.**

Professeurs et professionnels s'accordent à dire que les séjours prolongés en institutions peuvent causer un traumatisme psychologique ou social, et ce même dans un établissement bien financé et bien géré. Le cas des bébés en institution est particulièrement préoccupant, cette situation pouvant avoir des répercussions négatives sur le développement du cerveau et de la croissance physique.

La solution? Permettre aux personnes habituellement placées en institution de mener une vie plus «normale» au sein de la communauté, grâce à des services ciblés. Telle est la recommandation de nombreux organismes internationaux et ONG ainsi que de la Commission qui, dans un rapport d'experts de septembre 2009, s'est penchée sur la question complexe de la réforme des soins en institution.

### L'UE est prête à financer la désinstitutionnalisation

Le rapport Spidla, du nom de l'ancien commissaire chargé des affaires sociales, comportait huit recommandations relatives au bon déroulement de la désinstitutionnalisation, dont

#### LA GRÈCE Pousse À LA RÉFORME PSYCHIATRIQUE

Jusque dans les années 80, la Grèce connaissait un système institutionnel et centralisé en matière de santé mentale. Les services de base et les moyens de réadaptation faisaient défaut. Les soins psychiatriques étaient assurés par 9 hôpitaux spécialisés, pouvant accueillir jusqu'à 9 000 patients. Ces institutions n'étaient cependant pas en mesure de fournir les soins modernes requis, comme l'a souligné un groupe d'experts internationaux.

Le gouvernement grec a donc entamé la réforme de son système de soins psychiatriques, conformément au règlement (CE) n° 815/84. Objectifs: désinstitutionnalisation, nouveau système de soins communautaire et formation accrue du personnel. La réforme a vu la fermeture de 4 hôpitaux psychiatriques et la création de nouvelles structures d'accueil. Mais le manque de financement, la démoralisation du personnel et d'autres problèmes menacent cette réforme à long terme.

l'investissement de Fonds structurels dans les soins communautaires plutôt que dans des institutions. Les implications font actuellement l'objet de discussions approfondies au sein de la Commission.

#### Qui est pour?

La Bulgarie a déjà entamé une désinstitutionnalisation de ses orphelinats. En 2009, sept ministres se sont unis pour coordonner un nouveau groupe en charge de l'accueil des enfants. En février dernier, le pays a adopté une nouvelle stratégie dans ce domaine, axée sur la désinstitutionnalisation.

Guidée par un nouveau plan d'action national sur 10 ans, cette stratégie vise à la mise en place de services et de structures communautaires pour 7 000 enfants et jeunes, tels que des centres de jour pour enfants handicapés. Des fonds nationaux sont déjà investis dans la réforme, que l'UE entend soutenir par un financement pluriannuel de 25 millions d'euros au titre du FEDER et de 14 millions au titre du FSE.

S'appuyant sur l'expérience de la Roumanie, où en 20 ans, la désinstitutionnalisation a permis de réduire de 90 % le nombre d'enfants en établissements de soins résidentiels, la Bulgarie est prête à mener à bien cette réforme de grande envergure. «Il en va de la qualité de vie de certains de nos citoyens les plus fragiles, nous ne pouvons donc nous permettre d'échouer», déclare Nadia Shabani, directrice de l'Agence bulgare pour la protection de l'enfant, moteur principal des aspects techniques du processus.

#### POUR EN SAVOIR PLUS SUR LE RAPPORT SPIDLA:

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=3992&langId=en>



# INVESTIR DANS LES JEUNES, AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

**Le projet Accès offre aux jeunes des quartiers défavorisés de Medway, dans le sud-est de l'Angleterre, et de Dunkerque, dans le nord de la France, l'opportunité d'améliorer leur qualité de vie et leur employabilité.**

Le projet Accès s'étend sur une période de 36 mois et se terminera en novembre 2011. Il est financé à 50 % par le FEDER, soit une contribution de 509 947,33 € pour un budget total de 1 019 912,60 €.

Donner aux jeunes les moyens d'agir est l'objectif que se sont fixé le Medway Council et la Communauté urbaine de Dunkerque en lançant Accès en 2007. Le projet vise à instaurer un climat de confiance mutuelle et d'espoir au sein de ces deux communautés, en encourageant une volonté de régénération urbaine et de contact intergénérationnel.

Les quartiers défavorisés visés incluent Medway, et tout particulièrement White Road Estate et Wayfield, où la frange de NEET (*Not in Education, Employment or Training*, des jeunes ni étudiants, ni employés, ni stagiaires) est en augmentation. Côté français, on observe une tendance similaire avec une croissance du groupe homologue, appelé JAMO (jeunes à moindres opportunités). Encourager les jeunes à participer davantage à la vie sociale de leur quartier permettra de développer un sentiment d'appartenance et, plus important encore, de fierté.

## Apprentissage et développement

Le programme inclut des cours pratiques axés sur le développement de la communauté et la citoyenneté et consacrés aux thématiques suivantes: cuisine; notions de base en électricité; informatique; code de la route; orientation et actions de développement communautaire.

Des cours de conversation français/anglais permettront par ailleurs de nouer des liens de part et d'autre de la Manche, de découvrir l'autre et sa culture. Les participants produiront ensemble une vidéo de leurs activités.

## Plans d'avenir

Le développement professionnel figure également parmi les priorités d'Accès, en particulier à l'approche des Jeux olympiques de 2012. Ces jeunes bénéficieront de formations en matière d'encadrement d'événements sportifs, de premiers secours et de gestion d'événements afin de mettre leurs compétences organisationnelles et linguistiques à profit durant les Jeux.

## Parents expérimentés

Élever un enfant n'est jamais chose aisée. Pour des jeunes parents issus d'un milieu défavorisé, la tâche s'avère plus difficile encore. C'est pourquoi des parents expérimentés ont été impliqués dans le projet afin de faire part de leurs expériences positives et astuces aux jeunes parents. Les jeunes parents et les parents expérimentés sont encouragés à se rencontrer régulièrement et à créer, ensemble, des carnets et des vidéos reprenant leurs connaissances mutuelles, afin de les transmettre à d'autres parents.

## Créativité sans frontière

À l'instar du sport, les activités artistiques ont un énorme potentiel fédérateur, quels que soient le milieu, l'âge et la culture des participants. Avec l'aide de professionnels, les jeunes organiseront différentes performances dans le but de revitaliser les réseaux sociaux et susciter un intérêt plus grand pour les arts.

### POUR EN SAVOIR PLUS:

<http://www.acces2seas.eu>

« Ce cours m'a permis de développer des compétences en art et en design, comme réaliser une "boîte-en-valise"! Je participe également à de nombreuses autres activités: support informatique, diplomatie, course et batterie. Participer à ces activités est vraiment super. J'ai même pris goût à être sous les feux de la rampe! Au début, je voulais simplement aider, en tant que volontaire, mais j'ai fini par devenir un participant actif »

raconte un jeune de 22 ans.



Rapprochement interculturel et intergénérationnel autour de performances artistiques

# MAÎTRISE INFORMATIQUE: UNE FENÊTRE SUR L'AVENIR

Lorsque l'initiative Langas į ateitį a débuté, en 2002, seuls 11 % des Lituanais bénéficiaient d'un accès à l'internet. Les compétences en informatique étaient également très limitées. Depuis lors, la couverture internet n'a cessé de s'étendre, et avec elle, les connaissances informatiques. Soutenue par des fonds privés (entreprises fondatrices de Langas į ateitį) et par le Fonds social européen, l'initiative Langas į ateitį a parcouru un long chemin en vue de réduire la fracture numérique en Lituanie.

Depuis 2002, plus de 75 000 Lituanais ont bénéficié, gratuitement, de formations en informatique. Organisé de 2006 à 2008, «Connaissances informatiques de base pour e-citoyen lituanien» est l'un des modules ayant remporté un vif succès. Les personnes âgées, les personnes handicapées et celles vivant dans des régions plus reculées ont pu suivre la formation; plus de 50 000 adultes ont également suivi d'autres cours informatiques.

Le Fonds social européen a apporté une participation de 2 millions d'euros au projet de développement des compétences informatiques.

## Accès et intérêt universels

«Je suis ravie de pouvoir glaner des informations et élargir mes connaissances. Je trouve des renseignements sur la poésie que j'apprécie tout particulièrement. Je trouve de tout, y compris sur les fleurs», explique Ina Laurinaityte, une retraitée, tout en démontrant sa capacité à mettre ses compétences nouvellement acquises au profit de ses loisirs.

Cet exemple, comme bien d'autres, a été rendu possible grâce aux activités développées par l'alliance Langas į ateitį, sous l'impulsion d'entreprises responsables, de banques, d'entreprises de télécommunication et IT. Si certains utilisent principalement l'internet pour leurs loisirs, d'autres témoignent de l'impact positif de cette ressource sur leur entreprise.

L'initiative avait pour objectif de stimuler la croissance, d'améliorer les conditions de vie des Lituanais ainsi que de renforcer la compétitivité de la Lituanie, au sein de l'UE comme en dehors.

## Élèves enthousiastes

L'installation de points d'accès publics gratuits au réseau internet fut la première étape du projet Langas į ateitį. En collaboration avec le ministère de l'intérieur, un réseau de plus de 800 points



d'accès a été établi et maintenu jusqu'en 2008. Ce réseau a permis la participation au projet de résidents locaux, en particulier ceux vivant dans des zones reculées. Grâce à la coopération des municipalités, ces points d'accès ont pu être installés dans des bibliothèques, bureaux de poste, écoles, hôpitaux et administrations locales. Chaque point était équipé de deux à cinq ordinateurs.

Pendant la durée du projet, entre mars 2006 et août 2008, des cours d'informatique de base et des initiations à l'internet ont été donnés dans chacune des 60 municipalités que compte la Lituanie. Cette initiative a donné à 50 400 citoyens âgés de 16 ans et plus l'opportunité d'accroître leurs compétences informatiques et, par là même, leur employabilité. La vaste majorité des participants étaient des femmes.

À l'heure où l'initiative «Connaissances informatiques de base pour e-citoyen lituanien» tirait à sa fin, il est apparu clairement que de nombreux participants souhaitaient améliorer leurs compétences nouvellement acquises. Grâce au soutien du programme «Potentiel illimité» de Microsoft, le projet a pu poursuivre son développement et a vu la création d'un programme d'apprentissage à distance intitulé «Méthodes modernes d'acquisition de connaissances informatiques». Ce programme comprend quatre formations TIC en ligne. Depuis 2008, près de 8 000 personnes se sont inscrites à l'un de ces cours.

### POUR EN SAVOIR PLUS:

<http://www.langasiateiti.lt/index.php/en>

«Suite au programme de formation informatique et à l'élargissement du réseau internet, les citoyens ont pu nouer des contacts sans sortir de chez eux, lire les journaux, recevoir des informations, effectuer des paiements, être en relation avec les services communaux», approuve Zigmantas Janciauskis de l'association lituanienne des personnes handicapées physiques.

# ROBOTDALEN: ASSISTANTS INTELLIGENTS POUR PLUS D'AUTONOMIE

**Les robots nous évoquent des images de machines impersonnelles et futuristes. Mais ceux développés ou testés dans la «Robot Valley» (RobotDalen) du centre de la Suède risquent bien de modifier à tout jamais notre perception. De nouveaux robots, dotés de technologies de soins de santé et d'assistance, permettent d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées et handicapées, une population croissante qui se retrouve très souvent en marge de la société européenne.**

S'étendant sur une région de quelque 100 km, la Robot Valley est un centre robotique européen de pointe réunissant chercheurs, développeurs, fabricants et universitaires. Spécialisée dans la conception de robots à destination de l'industrie, de la logistique et des soins de santé, la Robot Valley bénéficie du soutien de Vinnova, une agence gouvernementale suédoise, ainsi que de l'industrie, d'universités et de différents pouvoirs publics suédois.

Prévu jusqu'en 2013, ce projet-cadre a également reçu un financement complémentaire du Fonds européen de développement régional, en vue de développer au moins cinq nouveaux produits et cinq nouvelles opérations ou sociétés pour la période de financement prenant fin en 2010. Le projet a immédiatement été intégré par quelque 150 petites entreprises dans la région où il a vu le jour, en Suède, et profite au secteur de la robotique et de la domotique. Le financement européen a également permis la valorisation de la Robot Valley et l'établissement de contacts avec des pôles d'activité similaires à travers l'Europe.

Les fabricants nationaux et internationaux d'équipements robotiques réunis autour de ce projet travaillent en étroite collaboration avec des hôpitaux à des fins de test. L'initiative a à présent dépassé la moitié de la distance qui la sépare de l'objectif initial, à savoir créer 30 nouvelles opérations ou sociétés et développer 30 nouveaux produits dans le secteur de la robotique.

## Robotique et soins de santé

Parmi les derniers robots développés, plusieurs ont été conçus dans le but d'assurer une meilleure qualité de vie aux personnes âgées ou handicapées, en leur permettant de rester socialement actives et/ou de vivre chez elles, de manière autonome. «Pour le secteur des soins de santé, nous considérons notre travail en termes humains plutôt que de robots», déclare Erik Lundqvist, directeur général, Robot Valley.

Selon JARA, l'Association japonaise de robotique, d'ici 2020, les robots dits «de service» (robots destinés à des applications personnelles, médicales et de santé) pourraient représenter un marché global de quelque 24,35 milliards d'euros, soit bien plus

### ROBOTS INNOVANTS - QUELQUES EXEMPLES

Lancé l'année dernière, «Bestic» est un robot qui aide les personnes présentant une mobilité réduite des bras à s'alimenter. Ce bras robotique compact se pose sur la table et est muni, à son extrémité, d'une cuillère ou d'une pince. Il peut être contrôlé à l'aide de boutons ou d'un joystick. «Giraff» est une autre des applications utiles en cours de développement. Ce robot mobile permet une communication entre personnes via un moniteur de communication bidirectionnelle. «Le robot Giraff permet à la famille, aux amis et aux aides-soignants de prendre des nouvelles des personnes âgées chez elles via internet, comme s'ils étaient face à face», commente Maria Gill, infirmière et chef de projet, TIC en soins aux personnes âgées.

Les robots intelligents sont essentiels pour assurer le maintien d'une interaction humaine avec une population vieillissante. «Genesis» est une machine lancée récemment qui aide les individus à reconstruire leurs muscles après une maladie ou un accident. «Zoom» est un fauteuil roulant électrique qui permet à son utilisateur de monter les étages et de parcourir tous types de terrains. Afin de renforcer l'efficacité des soins de santé, le projet travaille également au développement de «RobCab», un robot destiné à assister les infirmières dans des tâches telles que le changement des lits.

Pour la période 2008-2010, le projet «Robot Valley» a bénéficié d'un financement FEDER annuel de maximum 850 000 €.

du double du marché des robots manufacturiers. Les experts de la Robot Valley sont convaincus qu'au cours de la prochaine décennie, la croissance principale de la robotique de service sera issue des segments personnel/médical/santé.

### POUR EN SAVOIR PLUS:

[www.robotdalen.org](http://www.robotdalen.org)



La conception unique du châssis permet de réaliser une série d'exercices de gymnastique fonctionnelle



# INCLUSION DES ROMS:

## UNE CAMPAGNE POUR LE CHANGEMENT



### Comment assurer l'efficacité d'une campagne pour l'inclusion des Roms? Comment mettre le doigt sur le problème et le résoudre? Enfin, surtout, comment lier sensibilisation et action politique, créer et maintenir les conditions propices au changement?

La fondation SPOLU International, une ONG néerlandaise active depuis plus de 10 ans dans la mise en place d'organisations roms, réunit le Centre politique roumain pour les Roms et les minorités, Roma Active Albania et Integro Bulgaria.

En vue d'apporter des réponses à ces questions, ainsi qu'à d'autres, ces ONG participeront ensemble à un projet pilote, qui sera mené dans quatre pays, sous l'étendard d'ERGO, le réseau européen des organisations de la base rom (European Roma Grassroots Organisation Network).

Un «projet pilote» a pour but de tester la faisabilité d'une certaine action ainsi que d'évaluer son utilité. L'accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière permet à la Commission de mettre en œuvre ce type de projet à la demande du Parlement.

### Lutter contre les stéréotypes

La campagne entend s'attaquer aux stéréotypes à l'encontre des Roms et s'adressera au grand public, aux décideurs politiques ainsi qu'aux communautés roms. Elle n'entend pas uniquement balayer les préjugés, mais également mobiliser les communautés roms et leur permettre de changer les conditions de leur avenir.

Le développement d'une campagne de sensibilisation, incluant modèles, méthodes et messages, est l'un des premiers objectifs.

Ces outils permettront de mesurer l'impact de la campagne et de la reproduire ailleurs. SPOLU entend également investir dans le capital humain via un programme de développement destiné aux jeunes professionnels roms.

### Comment faire passer le message?

En Roumanie, le Centre politique roumain pour les Roms et les minorités s'appuiera sur l'audiovisuel pour toucher une audience la plus large possible. L'objectif? Encourager les jeunes à prendre leur destin en main et les dissuader de rejoindre Ferentari, l'un des pires ghettos roms de Bucarest. En toile de fond de l'initiative, le besoin de rompre le cercle de l'exclusion et de la stigmatisation qui afflige les Roms. Les jeunes de Ferentari sont également encouragés à explorer d'autres possibilités d'avenir. Un documentaire sur la vie à Ferentari est en cours de réalisation, en étroite collaboration avec Strada, une société de production roumaine primée.

En Roumanie et en Italie, des campagnes centrées sur des événements sportifs diffuseront un message positif à une large audience. Ces initiatives cherchent à s'assurer le soutien à long terme d'associations sportives dans leur lutte contre les comportements hostiles envers les Roms. Le Centre politique pour les Roms et les minorités participera au projet, tout comme d'autres associations telles que l'Union italienne du sport pour tous (Unione Italiana Sport per Tutti, UISP).

En Albanie et en Bulgarie, les initiatives viseront principalement à encourager les autorités locales et régionales à prendre la problématique rom plus au sérieux, celle-ci n'étant souvent reconnue qu'à un niveau superficiel. En outre, de nombreux Roms étant devenus passifs et considérant cette situation comme «normale», le rôle de ces communautés dans le processus politique communal égale rarement celui des autres acteurs.

Roma Active Albania et Integro Bulgaria se sont donné pour mission de favoriser l'adoption d'approches intégrées de l'inclusion des Roms en impliquant dans le processus les communautés roms locales, les communes et des régions. Leur objectif: une plus grande reconnaissance de la participation égale des citoyens roms dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Initiative financée par le projet pilote «Coordination au niveau paneuropéen des méthodes d'intégration des Roms» sous la rubrique «Information et sensibilisation».

Période: 5 juin 2010 au 5 décembre 2011

Participation du FEDER: 989 140 €

Financement national: 175 000 €

Budget total: 1 164 140 €

POUR EN SAVOIR PLUS:

[www.ergonetwork.org](http://www.ergonetwork.org)

# CIBLER LES PLUS DÉFAVORISÉS

## EN HONGRIE

**Un programme expérimental visant à donner une impulsion au développement dans 30 «microrégions» est en cours de déploiement en Hongrie. Bénéficiant d'une forte implication des communautés locales et du soutien financier de l'UE, ce programme finance des centaines de projets d'infrastructure, de tourisme, de transport ainsi que des initiatives environnementales.**

Le programme en faveur des microrégions les moins développées (PFMMD) vient en aide aux microrégions les moins favorisées de Hongrie, principalement situées dans le nord-est, le sud et le sud-est du pays. Axé à la fois sur le développement économique, l'emploi, l'éducation et l'intégration des Roms, il combine de manière innovante différents fonds et programmes opérationnels.

Budget total du programme: 340 millions d'euros

Contribution cumulée du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen: 85 % pour la période 2007-2013. Financement national: 15 %

En toile de fond du programme et de ses objectifs, on retrouve les problématiques du chômage, de la pauvreté, de la ségrégation et des discriminations. Les microrégions les plus défavorisées de Hongrie abritent près de 10 % de la population nationale et un tiers de la communauté rom. L'absence d'activité économique, le manque d'écoles, la migration de la main-d'œuvre et la hausse de la dette sont autant d'autres problèmes auxquels le programme s'attaquera.

Sous son premier plan de développement national (2004-2006), la Hongrie a concentré des fonds supérieurs à la moyenne dans nombre de ces microrégions. Les résultats ont toutefois été plutôt mitigés et les autorités nationales ont réalisé qu'une action supplémentaire s'imposait. C'est dans ce contexte qu'a été élaboré le PFMMD, un programme de développement complexe ciblant les 33 microrégions les plus défavorisées de Hongrie, situées dans le nord du pays, dans le nord et le sud de la Grande Plaine et le sud de la Transdanubie.

Trois programmes opérationnels hongrois veillent à la distribution des fonds du PFMMD. Un tiers des ressources sont allouées de manière égale, un tiers dépend du nombre d'habitants par microrégion (allant de 11 000 à 72 000) et un tiers, du nombre de localités par microrégion (entre 4 et 49). Plusieurs autres instruments nationaux contribuent également au financement du PFMMD.

### Approche territoriale, planification basée sur les ressources

Le programme a un bureau à Budapest, au sein de l'Agence nationale de développement (AND), et bénéficie de l'appui de deux coordinateurs de l'AND par microrégion ainsi que de l'assistance de plusieurs experts et universités locales. Ensemble, ces acteurs aident les microrégions à définir le projet le mieux adapté, intégrant diverses initiatives, sur la base d'un plan de développement local.

Près de 5 000 personnes ont participé à la planification des projets, confirmant l'implication des communautés locales dans chaque microrégion. «Le programme PFMMD est une initiative unique en Hongrie, qui introduit un nouvel instrument de développement et cible des microrégions plutôt que des régions plus centralisées ou des comtés», explique Frigyes Janza, coordinateur du programme PFMMD.

Sur les 900 initiatives retenues, environ 250 ont été initiées. Elles incluent des projets de construction ou de réaménagement d'écoles, de jardins d'enfants, de centres sociaux et de santé et de gares de bus ainsi que des projets d'amélioration du traitement des eaux usées et des installations d'eau potable et des équipements de prévention des inondations. Une assistance est également apportée aux communautés roms établies hors des villes, grâce à l'amélioration du réseau routier (routes de liaison et routes régionales principales). Enfin, le programme vise à promouvoir le tourisme dans ces microrégions peu visitées et possédant pourtant une réelle attractivité et un riche héritage culturel.

#### POUR EN SAVOIR PLUS:

[www.nfu.hu](http://www.nfu.hu)



# CHANGEMENTS FEDER: MOINS DE PAPERASSERIE, PLUS DE FACILITÉ D'ACCÈS AUX CAPITAUX

L'Europe subissant les affres d'une série de crises financières, l'UE a décidé de modifier le règlement concernant le Fonds européen de développement régional dans un but de simplification de la gestion des Fonds structurels et de cohésion. Quels effets sur le terrain? Le point avec Panorama.

## Instrument clé du plan européen de relance économique

La crise économique ébranle la confiance des entreprises, augmente le nombre de chômeurs et pèse considérablement sur les finances publiques. Étant donné les contraintes budgétaires actuelles, les gouvernements et les régions éprouvent de plus en plus de difficultés à assumer leur part de cofinancement, une condition pourtant essentielle à tout investissement des Fonds structurels.

Le 16 juin 2010, l'UE a publié de nouvelles mesures visant à simplifier les règles de gestion des Fonds structurels et de cohésion. Ces modifications devraient contribuer à faciliter l'accès aux capitaux et accélérer les flux d'investissement à un moment où les budgets publics se heurtent à de fortes contraintes. Parmi les mesures visant à lutter contre la crise économique, des avances supplémentaires, pour un montant total de 775 millions d'euros, seront accordées à certains États membres pour résoudre des problèmes de trésorerie immédiats.

Ces changements ont été apportés en vue de contribuer à résoudre les problèmes de trésorerie, ainsi qu'à réduire les formalités administratives de manière à faciliter l'accès aux capitaux. L'accélération de la mise en œuvre des projets sur le terrain viendra soulager les économies nationales et régionales en ces temps de crise.

S'appuyant sur trois fonds relevant de la politique de cohésion – le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds de cohésion – les 455 programmes de la politique de cohésion permettront d'investir au total 347 milliards d'euros entre 2007 et 2013 dans l'ensemble des régions de l'UE.

Aperçu des changements clés:

- **Introduction d'un seuil uniforme général de 50 millions d'euros pour tous les types de grands projets nécessitant l'approbation de la Commission.**

Ce nouveau seuil uniforme permettra, par exemple, l'approbation par les seuls États membres de projets environnementaux de plus petite envergure, qui pourront donc démarrer plus rapidement.

- **Autorisation de financer les grands projets par plus d'un programme.**

À titre d'exemple, la construction d'un tronçon d'autoroute important qui traverse plusieurs régions peut désormais être cofinancée par plusieurs programmes régionaux, ce que les règles antérieures ne permettaient pas.

- **Renforcement du recours à l'ingénierie financière.**

Permettre la mise en place d'instruments spécifiques en vue de stimuler les dépenses dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

- **Assouplissement de l'obligation de maintenir l'investissement sur une période de cinq ans.**

Cette règle ne s'appliquera désormais qu'à certains projets, tels que ceux comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif. Elle ne s'appliquera pas aux entreprises victimes d'une banqueroute non frauduleuse.

- **Simplification des règles relatives aux projets «générateurs de recettes» (par exemple, les autoroutes à péage ou les projets impliquant la location ou la vente de terrains).**

Pour réduire la charge administrative qui pèse sur les États membres, les recettes ne seront contrôlées que jusqu'à la clôture du programme concerné.

- **Mobilisation d'avances supplémentaires, pour un montant de 775 millions d'euros (4 % provenant du FSE et 2 % du Fonds de cohésion).**

Ces avances sont destinées aux États membres ayant bénéficié d'un prêt du FMI pour redresser leur balance des paiements ou qui ont vu leur PIB reculer de plus de 10 %. Sur la base de ces deux critères, sont concernées l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie et la Roumanie.

- **Report de la règle de dégageant «n + 2».**

En vertu de cette règle, si un financement alloué en 2007 n'avait pas été dépensé avant la fin de 2009, il était automatiquement reversé au budget de l'UE. La modification permettra de dépenser les fonds engagés en 2007 sur une plus longue période.

Ces modifications complètent les nombreuses autres initiatives prises depuis le début de la crise dans le cadre du plan européen de relance économique.

### POUR EN SAVOIR PLUS:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/funds/recovery/](http://ec.europa.eu/regional_policy/funds/recovery/)





Dans chaque numéro, cette rubrique fait découvrir le quotidien de deux projets, selon le point de vue des personnes qui les gèrent. Nous nous penchons sur les joies et les peines des projets financés par le FEDER: identification des problèmes et partage de solutions.

### PROJET 1

## «LONGLIFE» À LA LOUPE

#### Faits et chiffres

Entre janvier 2009 et 2012, quelque 2,3 millions d'euros auront été investis dans le projet «Longlife».

### Parce que la conception compte

En juillet ont été édifiées les fondations d'un bâtiment prototype qui pourrait bien devenir la nouvelle référence en matière de construction. Alliant haut rendement énergétique et économique, ce prototype profitera de l'expertise de cinq pays de la région baltique.

À la base de ce projet novateur: une étude comparative de 500 pages présentant les meilleures pratiques appliquées en Allemagne, au Danemark, en Lituanie, en Pologne et en Russie. Objectif? Offrir à l'industrie du bâtiment une alternative à la fois durable et économiquement viable.

«Consacrer suffisamment de temps à la préparation du projet, permet d'en gagner lors de sa mise en œuvre», déclare M<sup>me</sup> Kiefel. «Les avantages d'une discussion approfondie des tâches et des attentes avec les différents partenaires ne doivent en aucun cas être sous-estimés».

### Identifier les meilleures pratiques pour maximiser l'impact

Pour le projet Longlife, ces derniers mois ont été consacrés à la collecte d'informations et à l'établissement de rapports concernant les derniers développements technologiques, exigences administratives, procédures légales, perspectives financières et besoins démographiques de l'industrie du bâtiment dans les pays participants.

Similitudes et différences ont été dégagées de manière à identifier comment optimiser et harmoniser certaines techniques de construction. Ce travail aboutira à l'établissement de lignes directrices en matière d'efficacité énergétique, de durabilité, d'optimisation des ressources et de coûts de cycle de vie.

### Des lignes directrices au prototype

Ce deuxième semestre, Klaus Rückert, le chef de projet et chargé d'enseignement, a donné des cours au Berlin Institute of Technology et à l'institut Josifas Parasonis de l'université technique Gediminas de Vilnius. Ces cours avaient pour objectif la conception d'un prototype de bâtiment résidentiel durable et offrant un haut rendement énergétique.

### Quand progression rime avec communication

Un projet d'une telle ampleur géographique nécessite bien entendu un degré élevé de communication entre les partenaires. En effet, comme l'explique M<sup>me</sup> Maria-Ilona Kiefel, le simple échange d'e-mails n'est pas suffisant.

«Suite à notre atelier à Vilnius, fin janvier, nous avons décidé d'organiser régulièrement des vidéoconférences. Cela s'est avéré très efficace.» Et d'ajouter: «Un suivi régulier et une coopération basée sur la confiance ont été deux éléments clés du projet Longlife».

### Flexibilité en temps de crise

Si les progrès ont été réguliers, le projet a néanmoins pâti de la crise financière: trois partenaires ont été contraints de se retirer. «Cela a vraiment été un coup dur», confie M<sup>me</sup> Kiefel. «Nous avons dû réorganiser un certain nombre de tâches pour atteindre les objectifs du projet».

Longlife bénéficie du soutien de trois partenaires dans chacun des cinq pays participants: une université, une administration et une entreprise. La crise a cependant eu raison de trois partenaires: un allemand et deux polonais.

La conférence de mi-parcours du projet s'est tenue en juin dernier à Saint-Petersbourg. Durant celle-ci, les partenaires ont fait des projets de collaboration avec leurs homologues russes.

#### POUR EN SAVOIR PLUS:

[http://www.longlife-world.eu/home\\_en.html](http://www.longlife-world.eu/home_en.html)



Ce numéro met à l'honneur les projets «Competitive Health Services» et «Longlife». Dans la prochaine édition, nous vous parlerons du «Musikpark» et du «NanoHealth Centre».

## PROJET 2

### AU CŒUR DU PROJET «COMPETITIVE HEALTH SERVICES»

#### Faits et chiffres

Entre janvier 2008 et fin 2010, près d'un million d'euros auront été investis dans le projet «Competitive Health Services».

#### Faciliter la vie des patients éloignés

Dans le nord de l'Écosse, les patients souffrant d'affections rénales bénéficieront prochainement d'un raccourcissement du délai de rendez-vous avec leur médecin traitant et moins de malades devront parcourir les 300 km (aller-retour) les séparant de l'hôpital Raigmore d'Inverness. En effet, pour ces patients en dialyse, certains contrôles pourront être réalisés par simple liaison vidéo. Le projet «Competitive Health Services» tire parti de la technologie pour réduire les temps de trajet et d'attente, pour le plus grand soulagement des patients d'Europe du nord vivant dans des régions reculées.

Minna Mäkiniemi, coordinatrice du projet, se dit satisfaite des développements à ce jour. «Nous pilotons aujourd'hui davantage de services qu'il n'avait été prévu initialement», déclare-t-elle à propos de ce projet portant sur les régions les plus reculées d'Écosse, de Finlande, d'Irlande, de Norvège et de Suède; régions dans lesquelles la densité de population atteint en moyenne 3,5 habitants par km<sup>2</sup>.

#### Des soins peu traditionnels

Depuis notre dernier état des lieux, de nombreux progrès ont été réalisés. Voici quelques exemples des nouveaux services instaurés.

Le service rénal principal de l'hôpital Raigmore d'Inverness est à présent relié, par vidéo, à l'hôpital général Caithness de Wick (situé à une distance de 170 km), facilitant ainsi le traitement du nombre croissant de patients de Caithness souffrant d'affections rénales. Cette liaison vidéo permet également au personnel infirmier de s'entretenir avec des spécialistes.

Une liaison vidéo haute définition permet à des spécialistes de l'hôpital universitaire d'Oulu de traiter des patients d'un centre de santé distant souffrant de diverses blessures et d'ulcères à la jambe. Ces patients ont ainsi la possibilité de consulter à distance des dermatologues, des chirurgiens plastique et des infirmiers panseurs. Les infirmiers les soignant à domicile peuvent également consulter les panseurs. Ce service continu est bien accueilli par les patients qui ne doivent plus réaliser les longs (et parfois douloureux) trajets jusqu'à l'hôpital ou au centre de santé.

#### Des soins de santé modernes nécessitent des moyens modernes

Le projet a connu sa part de difficultés; des contraintes techniques, pour la plupart. M<sup>me</sup> Mäkiniemi explique ainsi que les infrastructures TI existantes n'assurent pas toujours une prise en charge des nouveaux services. Par exemple, en Écosse, la qualité du son et de l'image pâtit en cas de connexions ISDN à faible bande passante. Et pour que les soins de santé soient amenés dans les foyers, les patients doivent également disposer d'une connexion haut débit, ce qui n'est pas toujours le cas des personnes âgées.

Autre défi: la coordination d'équipes interdisciplinaires. Le projet nécessite l'intervention de nombreux professionnels actifs – médecins, infirmiers, travailleurs de la santé, personnel TIC et administratif – et il n'a pas été aisé d'établir un emploi du temps concordant. À ceci s'ajoute la dimension internationale. Assurer l'échange d'informations entre partenaires, qui ne se rencontrent que deux fois par an, est essentiel.

Pour M<sup>me</sup> Mäkiniemi, le partage et l'échange de connaissances entre les différents partenaires est l'aspect le plus gratifiant du projet. Il permet en outre de mettre en place quelques points de repère. Le partage des données entre pays partenaires contribue également à l'analyse du succès et de la faisabilité des e-services pilotes, des informations à leur tour utiles au développement de nouveaux services dans la périphérie septentrionale.

Si M<sup>me</sup> Mäkiniemi devait donner un seul conseil à d'autres équipes dans une situation semblable, ce serait de développer en commun un plan d'exécution approuvé de tous, afin de garantir l'engagement de chacun à atteindre les différents objectifs. À présent, le défi consiste à ouvrir la voie à des services durables qui survivront au projet «Competitive Health Services».

#### POUR EN SAVOIR PLUS:

[www.ehealthservices.eu](http://www.ehealthservices.eu)



# LES RÉGIONS, ACTRICES DU CHANGEMENT ÉCONOMIQUE: POUR UNE CROISSANCE DURABLE

**Des villes européennes plus vertes et des solutions durables en matière d'énergie et de TIC étaient au centre des discussions lors de la conférence annuelle de l'initiative «Les régions, actrices du changement économique» (20-21 mai 2010).**

Fidèle à son rôle de moteur de l'innovation et de la modernisation économique, la conférence a exploré les possibilités de bâtir une croissance durable grâce à des actions ciblées, une coopération accrue et un consensus politique.

«La politique de cohésion occupe une position unique dans la réalisation des objectifs européens d'une croissance durable», a déclaré le commissaire européen chargé de l'environnement, Janez Potočnik, dans son discours d'ouverture, expliquant que cette politique pourrait initier le mouvement vers une économie plus verte, plus compétitive et plus économe en ressources.

La conférence contribue également à cet objectif par l'organisation d'ateliers et l'initiation de plans d'action locaux, l'attribution des prix RegioStars 2010 ainsi qu'en offrant des opportunités de mise en réseau et d'échange de bonnes pratiques.

## Les régions en action

Une série d'ateliers ont exploré des sujets brûlants sous de nouvelles perspectives. En termes de solutions TIC durables, Luc Soete, du centre de recherche et de formation UNU-MERIT Focus de Maastricht, a suggéré que les politiques de recherche et d'innovation à long terme étaient essentielles à une croissance durable, raisonnée et inclusive. «Étant donné les contraintes fiscales qui pèseront sur les budgets des États membres dans les années à venir, il est fondamental de souligner, aujourd'hui, le rôle et les responsabilités particuliers des gouvernements européens en ce qui concerne le soutien à long terme du public en matière de recherche et d'innovation», a-t-il déclaré.

En guise de contribution à la réflexion portant sur l'accroissement de l'efficacité énergétique dans les régions et les villes, le conseil provincial de Barcelone a présenté un projet modèle de mise en œuvre efficace des objectifs de réduction des émissions de carbone. Grâce aux indicateurs de durabilité développés et aux services de support fournis, le réseau des municipalités a contribué à l'amélioration de la gestion environnementale de la région.

L'atelier sur les villes plus vertes a mis l'accent sur l'importance, pour le développement des villes et des régions, de la réhabilitation de friches urbaines et de décharges contaminées.

## Plans d'action pour les réseaux fast-track

La conférence a également initié des plans d'action locaux pour les réseaux «fast-track» actifs en matière d'innovation, de développement durable, d'intégration et d'inclusion sociale. L'expérience de terrain de plusieurs de ces réseaux a été présentée lors de la conférence. Le conseil municipal de Turin a exposé son plan d'action en faveur de la «création de communautés en bonne santé», une initiative illustrant les aspects sociaux d'une croissance durable: sensibilisant les environnements urbains aux problématiques sanitaires, le projet souligne la nécessité d'une action coordonnée incluant différents domaines politiques tels que l'environnement, le social et l'économie. À titre d'exemple, les problèmes sanitaires imputables à la vulnérabilité sociale ne peuvent être résolus par les seules politiques de santé.



## REGIOSTARS 2010 RÉCOMPENSE LES IDÉES INNOVANTES

Six projets innovants ayant bénéficié d'un financement régional ont reçu un prix RegioStars lors d'une cérémonie organisée dans le cadre de la conférence. Les lauréats incluent le centre belge C-Mine, ou la reconversion d'un site industriel en un centre pour entrepreneurs et visiteurs; une institution de microfinancement suédoise qui aide les femmes immigrées à obtenir le capital nécessaire au lancement de leur propre projet professionnel; l'alliance lituanienne «Langas į ateitį» qui promeut les e-services auprès des personnes âgées, des personnes handicapées et de celles vivant dans des régions reculées; un nouveau modèle commercial allemand pour le suivi ambulatoire des patients; un projet français d'internet haut débit pour des régions peu peuplées; et le projet lituanien de site web «esparama.lt», source d'informations sur les Fonds structurels européens.

L'initiative RegioStars, qui pour la première fois, incluait deux catégories CityStars, récompense chaque année des projets pouvant inspirer d'autres régions.





## Des régions qui montrent l'exemple

Les participants avaient de nombreux exemples concrets de solutions innovantes et durables à mettre en avant. Ainsi, Juan Alario de la BEI a présenté ELENA (*European Local Energy Assistance*), un mécanisme d'assistance technique destiné à aider les villes et les régions dans la préparation de projets d'énergie durable en vue d'un financement de la BEI. Les projets ELENA sont conçus pour être reproduits ailleurs, contribuant ainsi à répandre les bonnes pratiques, a-t-il expliqué. Financé via le programme Énergie intelligente – Europe, ELENA apporte une assistance à des projets de type constructions durables ou transports respectueux de l'environnement.

En République tchèque, dans le secteur du bâtiment, des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique cofinancées par le FEDER ont permis une réduction de la pollution de l'air et des émissions de CO<sub>2</sub>, des économies d'exploitation pour les entreprises, la création d'emplois verts ainsi qu'une amélioration de la qualité de l'environnement.

Parmi les autres projets de démonstration, citons «PIKE», une initiative visant à favoriser l'accès aux services d'administration en ligne et «B3 Regions», un programme d'amélioration de la couverture haut débit en vue de réduire la fracture numérique.

Financée via les programmes INTERREG IVC et URBACT II, l'initiative «Les régions, actrices du changement économique» a été lancée en 2006 dans le but de donner aux régions l'opportunité d'influencer les politiques de manière efficace et coordonnée.

### POUR EN SAVOIR PLUS:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/conferences/sustainable-growth/home\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/sustainable-growth/home_en.cfm)

## Comité des régions: forum sur l'exclusion

La stratégie «Europe 2020» et son objectif de «croissance inclusive» et l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ont tiré la pauvreté et l'exclusion sociale sous les projecteurs.

C'est dans ce cadre que le Comité des régions de l'UE a organisé, le 8 juin dernier, un forum sur les réponses locales et régionales à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Quelques-uns des nombreux exemples d'actions de terrain ont été présentés dans le but de favoriser la transposition d'actions locales en politiques nationales et européennes. Au vu de l'augmentation du chômage et des contraintes fiscales à la suite de la crise économique, ces actions revêtent une importance plus grande encore.

La conférence était axée sur trois grands thèmes: rendre les services sociaux locaux accessibles à tous; préparer les citoyens à intégrer le marché du travail; et favoriser une citoyenneté inclusive dans les zones urbaines et rurales. Des chefs de projet locaux et d'autres acteurs régionaux des quatre coins de l'UE ont partagé leurs expériences des différentes approches relatives à ces problématiques. Le vaste éventail d'exemples de bonnes pratiques avaient tous en commun l'accent mis sur des groupes défavorisés: enfants en situation de pauvreté, réfugiés et demandeurs d'asile, jeunes sans emploi, personnes handicapées, sans-abris.

Durant la séance de clôture, les participants ont plaidé en faveur d'une meilleure compréhension des besoins multiples des citoyens défavorisés et d'une approche exploitant les capacités des individus – talents, intérêts, compétences et qualifications. Une telle approche a d'ailleurs été identifiée dans nombre des projets couronnés de succès, lesquels ont mis l'accent sur l'enthousiasme et la motivation et ont encouragé les citoyens à reprendre le contrôle de leur vie. Un projet écossais résumait parfaitement cette idée: «Nothing About Us Without Us is For Us» (Aucune initiative nous concernant ne nous profite si nous n'y participons pas).



| DATES 2010/2011                             | ÉVÉNEMENT   | LIEU           |
|---|---|----------------|
| 4–7 octobre 2010                            | 8 <sup>e</sup> édition des Open Days, Semaine européenne des villes et des régions<br><a href="http://www.opendays.europa.eu">www.opendays.europa.eu</a>  | Bruxelles (BE) |
| 13–14 octobre                               | Forum annuel de la stratégie européenne pour la mer Baltique<br><a href="http://www.bsssc.com/news.asp?id=8657&amp;pid=79&amp;sid=79">http://www.bsssc.com/news.asp?id=8657&amp;pid=79&amp;sid=79</a> | Tallinn (EE)   |
| Novembre<br>(à confirmer)                   | Inclusion des Roms: de la collecte et l'évaluation des données à une politique fondée sur les faits<br><a href="http://ec.europa.eu/regional_policy/">http://ec.europa.eu/regional_policy/</a>        | Bruxelles (BE) |
| 9 novembre                                  | Instruments de microfinancement<br><a href="http://ec.europa.eu/regional_policy/funds/2007/jjj/">http://ec.europa.eu/regional_policy/funds/2007/jjj/</a>  | Bruxelles (BE) |
| 16–19 novembre                              | Semaine de l'ORATE ( <a href="http://www.espon.eu/">http://www.espon.eu/</a> )  | Liège (BE)     |
| 18–19 novembre                              | Conférence JESSICA et JEREMIE<br><a href="http://ec.europa.eu/regional_policy/funds/2007/jjj/">http://ec.europa.eu/regional_policy/funds/2007/jjj/</a>  | Bruxelles (BE) |
| 22–23 novembre                              | Réunion ministérielle informelle  | Liège (BE)     |
| 30 novembre–<br>1 <sup>er</sup> décembre    | Conférence annuelle URBACT<br><a href="http://urbact.eu/fr/homepage-2/">http://urbact.eu/fr/homepage-2/</a>   | Liège (BE)     |
| 2 décembre                                  | Forum des villes  | Liège (BE)     |
| 31 janvier –1 <sup>er</sup> février<br>2011 | 5 <sup>e</sup> Forum européen sur la cohésion   | Bruxelles (BE) |
| 26–27 mai                                   | Conférence «Les régions, actrices du changement économique»<br>et remise des prix RegioStars  | Bruxelles (BE) |

Pour en savoir plus sur ces événements, consultez la section Calendrier de notre site internet Inforegio:  
[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/conferences/agenda/](http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/agenda/)

Dans son numéro d'hiver, Panorama passera au crible le cinquième rapport sur la cohésion, devant être adopté début novembre.

Ensuite, nous entendons examiner, dans une édition ultérieure, comment la crise économique mondiale, qui a débuté en 2008, a révélé des défaillances structurelles intrinsèques dans de nombreux pays et régions d'Europe, indépendamment de leur niveau de développement économique et social. Nous examinerons les différentes réponses permises par la politique européenne de cohésion. Les contributions et exemples de projets portant sur ce sujet sont les bienvenus.

En 2011, Panorama se penchera sur la coopération territoriale. Si vous souhaitez partager vos meilleures réalisations, poser des questions ou exprimer vos idées sur ces domaines de la politique régionale ou d'autres domaines de sa compétence, n'hésitez pas et écrivez-nous à:

[regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)



■ Office des publications

KN-LR-10-035-FR-C

ISSN 1608-3903

© Union européenne, 2010  
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Commission européenne, direction générale de la politique régionale  
Communication, information et relations avec les pays tiers  
Raphaël Goulet  
Avenue de Tervuren 41  
1040 Bruxelles  
BELGIQUE  
Courriel: [regio-info@ec.europa.eu](mailto:regio-info@ec.europa.eu)  
Internet: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm)